

No. 36555

**France
and
Tunisia**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Tunisia on the reciprocal promotion and protection of investments. Paris, 20 October 1997

Entry into force: 10 September 1999, in accordance with article XII

Authentic texts: French and Arabic

Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 3 April 2000

**France
et
Tunisie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Paris, 20 octobre 1997

Entrée en vigueur : 10 septembre 1999, conformément à l'article XII

Textes authentiques : français et arabe

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 3 avril 2000

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE SUR
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES
INVESTISSEMENTS**

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Tunisienne ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Tunisie et tunisiens en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article I

Pour l'application du présent accord :

1) Le terme "investissement" désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, priviléges, usufruits, cautionnements et droits analogues;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes,

étant entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le Présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit International, des droits souverains et une juridiction.

Article II

Chacune des Parties contractantes admet et encourage dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent Accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

Article III

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer sur son territoire et dans ses zones maritimes, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

Article IV

1. Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime :

- aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, en particulier la gestion, l'utilisation, la jouissance et la cession de ces investissements;

- ainsi qu'aux nationaux autorisés, conformément à la législation en vigueur sur son territoire ou dans ses zones maritimes, à travailler au titre d'un investissement;

un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux.

2. Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux priviléges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme de coopération économique régionale.

3. Les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas en matière fiscale.

Article V

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant doit correspondre à la valeur réelle des investissements concernés la veille du jour où ces mesures sont prises ou connues du public.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

Article VI

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article I;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investisse-

ment agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert, après accomplissement des procédures en vigueur, dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à la liberté de transfert.

Article VII

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

Article VIII

Tout différend relatif aux investissements, entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.) créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

Article IX

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article X

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la

mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

Article XI

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage.

3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout accord applicable, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une de Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives ci exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacances des arbitres, sont répartis également entre les Parties.

Article XII

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

A compter de son entrée en vigueur, le présent Accord annule et remplace les conventions entre la République française et la République tunisienne sur les relations économiques et la protection des investissements en date du 9 août 1963, et sur la protection des investissements en date du 30 juin 1972.

L'accord est conclu pour une durée initiale de quinze ans; il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant un période supplémentaire de quinze ans.

Fait à Paris le 20 octobre 1997 en deux originaux, chacun en langue française et en langue arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

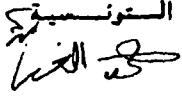
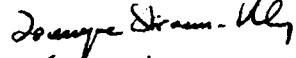
Pour le Gouvernement de la République Tunisienne :

MOHAMMED GHANNOUCHI

يبرم هذا الاتفاق لمدة اولية بخمسة عشرة سنة ويبقى نافذ المفعول
بعد هذا الاجل الا اذا وقع الغاء بالطرق дипломатique من قبل احد الطرفين
المتعاقدين باشعار كتابي سنة قبل انتهاء تلك المدة.

تبقى الاستثمارات المنجزة خلال سريان مفعول»الاتفاق ممتدة
بحماية احكام هذا الاتفاق لمدة خمسة عشرة سنة اضافية وذلك بعد انتهاء ، مدة
صلاحيته.

حرر بباريس في 20 اكتوبر 1997
في نسختين اصليتين باللغتين العربية والفرنسية وللتصنف نفس قوة الاعتماد.

عن حكومة الجمهورية ال Tunisie  محمد الفتوش وزير التعاون الدولي والإستثمار الخارجي	عن حكومة الجمهورية الfrançaise  دومنيك ستروس كافن وزير الاقتصاد والمالية والصناعة
---	---

4 - اذا لم يقع احترام الاجال المبينة بالفقرة 3 اعلاه وفي غياب اي اتفاق يمكن تطبيقه ، يمكن لاي من الطرفين المتعاقدين دعوة الامين العام لمنظمة الامم المتحدة للقيام بالتعيينات اللازمة . فإذا كان الامين العام حاملاً لجنسية احد الطرفين المتعاقدين او تعذر عليه القيام بهذه المهمة لسبب آخر ، يقوم الامين العام المساعد الاقدم في الوظيفة والذي لا يحمل جنسية احد الطرفين المتعاقدين بالتعيينات اللازمة.

5 - تتخذ هيئة التحكيم قراراتها باغلبية الاصوات تكون هذه القرارات نهائية وملزمة قانوناً للطرفين المتعاقدين . تحدد الهيئة اجراءاتها بنفسها وتقوم بتفسير الحكم بطلب من احد الطرفين المتعاقدين . يتحمل الطرفان المتعاقدان بالتساوي مصاريف اجراءات التحكيم بما في ذلك المصاريف المتعلقة بالاعضا ، الا اذا قررت الهيئة غير ذلك نظراً لظروف خاصة.

الفصل XII

يعلم كل طرف متعاقد الطرف المتعاقد الآخر باستكمال الاجراءات الداخلية الضرورية فيما يخصه والمتعلقة بالمصادقة على هذا الاتفاق الذي يدخل حيز التنفيذ شهراً بعد يوم استلام آخر اشعار.

يلغى هذا الاتفاق ويحل محل اتفاقيتي التعاون الاقتصادي وحماية الاستثمارات بين الجمهورية التونسية والجمهورية الفرنسية بتاريخ 9 اوت 1963 وحماية الاستثمارات بتاريخ 30 جوان 1972 ابتداءً من دخوله حيز التنفيذ.

الفصل X

دون المساس باحكام هذا الاتفاق ، تخضع الاستثمارات التي تكون موضوع التزام خاص من قبل احد الطرفين المتعاقدين نحو رعايا وشركات الطرف المتعاقد الآخر لاحكام هذا الالتزام في صورة ما اذا تضمن احكاما اكثر امتيازا من الاحكام المنصوص عليها بهذا الاتفاق.

الفصل XI

1 - يجب بقدر الامكان تسوية النزاعات المتعلقة بتأويل او تطبيق هذا الاتفاق ، بالطرق الدبلوماسية.

2 - واذا تعذر تسوية هذا النزاع في اجل ستة اشهر ابتداء من تاريخ اثارته من قبل احد الطرفين المتعاقدين ، يقع عرضه بطلب من احد الطرفين المتعاقدين على هيئة تحكيم.

3 - تتكون هيئة التحكيم حسب كل حالة خاصة كما يلي : يعين كل طرف متعاقد عضوا ويختار العضوان باتفاق مشترك ، احد رعايا بلد ثالث يتم تعيينه رئيسا من قبل الطرفين المتعاقدين. يجب تعيين كل الاعضا ، في اجل ثلاثة اشهر ابتداء من تاريخ اعلام احد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر بنيته في عرض النزاع على التحكيم.

لا يكن لاستثمارات رعایا وشركات أحد الطرفين المتعاقدين المنجزة
بتراپ او في المنطقة البحرية للطرف الآخر الحصول على الضمان المنصوص عليه
بالفقرة أعلاه الا اذا تحصلوا على ترخيص من قبل هذا الطرف الاخير .

الفصل VIII

يقع بقدر الامكان تسوية اي نزاع متعلق بالاستثمارات ينشأ بين
أحد الطرفين المتعاقدين واحد رعایا او شركة الطرف المتعاقد الآخر بالتراضي بين
الطرفين المعنيين.

اذا لم يتم تسوية هذا النزاع في اجل ستة اشهر ابتداء من تاريخ
اثارته من قبل احد طرفين النزاع ، فإنه يقع عرضه بطلب من هذا الاخير لتحكيم
المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات (المركز) المحدث بمقتضى
اتفاقية تسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات بين دول ورعايا دول اخرى
الموقعة براشتنطن في 18 مارس 1965.

الفصل IX

اذا قام احد الطرفين المتعاقدين بدفعات لاحد رعایا او شركاته
بموجب ضمان تم منحه بعنوان استثمار ايجز على تراپ او في المنطقة البحرية
للطرف المتعاقد الاخر ، فان هذا الطرف الاخر يعترف باحالة لفائدة الطرف الاول
كل حقوق ومتطلبات هذه الرعية او هذه الشركة .

لا تمس الدفعات المذكورة بحق المتتفق بالضمان في اللجوء الى
المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات او في حقه لتابعة
الشكاوي المسجلة امام المركز الى حد انتهاء الاجراء .

أ) الفوائد والربا الموزعة على الاسهم والربا والمدخلات الجمارات
الاخري.

ب) الاتوات المائية من الحق غير المادية المخصوص عليها ، بالغرين د)
و هـ) من الفقرة 1 من الفصل 1.

ج) دفعات منجزة لسداد قروض مبرمة بصفة قانونية.
د) محصول بيع او تصفية كلية او جزئية لاستثمار بما في ذلك مكاسب
رأس المال المستثمر.

ت) تعويضات نزع الملكية او خسارة منصوص عليها بالفقرتين 2 و 3
اعلاه من الفصل 5.

كما يرخص لرعايا كل من الطرفين المتعاقددين المرخص لهم في
العمل على تراب او في المنطقة البحرية للطرف المتعاقد الآخر بعنوان استثمار
مرخص فيه في تحويل نسبة ملائمة من رواتبهم لبلدهم الاصلي.

تنجز التحويلات المشار إليها بالفقرات السابقة بدون تأخير وحسب
سعر الصرف العادي المعمول به رسميا في تاريخ التحويل وبعد القيام بكل
الإجراءات سارية المفعول على ان لا تمس هذه الإجراءات بحرية التحويل.

الفصل VII

اذا نص تشريع احد الطرفين المتعاقددين على ضمان لاستثمارات
منجزة بالخارج فانه يمكن منع هذا الضمان للاستثمارات المنجزة من قبل رعايا او
شركات هذا الطرف على تراب او في المنطقة البحرية للطرف الآخر في اطار
دراسة حالة بحالة.

2 - لا يتخذ الطرفان المتعاقدان على ترابهما او في مناطقهما البحرية اجراءات انتزاع او ناسيم او اي اجراءات اخرى يترتب عنها نزع بطريقة مباشرة او غير مباشرة، ملكية الاستثمارات التابعة لرعايا او لشركات الطرف المتعاقد الاخر، الا لأجل المصلحة العامة وشريطة ان لا تكون هذه الاجراءات تمييزية.

ينجر عن اجراءات نزع الملكية التي يمكن اتخاذها دفع تعويض سريع ومنصف ويكون مبلغ التعويض مساويا للقيمة الحقيقة للاستثمارات المعنية عشية يوم اتخاذ هذه الاجراءات او اعلامها للعموم.

يمنع تحديد هذا التعويض ومبلغه وطرق دفعه في اجل لا يتعدي تاريخ نزع الملكية وينجز بصفة فعلية ويدفع بدون تأخير ويكون قابلا للتحويل بكل حرية.

3 - تتمتع رعايا او شركات احد الطرفين المتعاقددين الذين تتعرض استثماراتهم الى خسائر نتيجة حرب او اي نزاع مسلح اخر او ثورة او حالة طوارئ قومية او فتنة تحدث على التراب او في المنطقة البحرية للطرف المتعاقد الاخر ، من قبل هذا الاخير بمعاملة لا تقل امتيازا عن المعاملة المتواحة لرعاياه او شركاته او لرعايا او شركات الدولة الاكثر رعاية .

الفصل ٧

1 - يمنع كل طرف متعاقد الذي انجزت استثمارات على ترابه او في منطقته البحرية من قبل رعايا او شركات الطرف المتعاقد الاخر إلى أثلك الرعايا او الشركات حرية تحويل :

الفصل ٦

- 1 - يطبق كل طرف متعاقد على ترابه وفي منطقته البحرية معاملة لا تقل امتيازا عن المعاملة المنوحة لرعاياه او شركاته او المعاملة المنوحة لرعاياها او شركات الدولة الاكثر رعاية ، اذا كانت هذه الاخيرة اكثرا امتيازا وذلك على :
 - رعاياها او شركات الطرف المتعاقد الآخر فيما يخص استثماراتهم والنشاطات المرتبطة بها وخاصة منها في استعمال والتتمتع وتصفية والتصرف في هاته الاستثمارات.
 - الرعايا المرخص لهم في العمل على ترابه او في مناطقه البحرية بعنوان استثمار طبقا للتشريع الساري المعمول.
- 2 - على انه لا يمكن سحب هذه المعاملة على الامتيازات المنوحة من قبل طرف متعاقد لرعايا او شركات بلد ثالث ، بوجوب مشاركته او مساهمته في منطقة تبادل او اتحاد جمركي او سوق مشتركة او اي صيغة اخرى للتعاون الاقتصادي الجاهوي.
 - 3 - لا تطبق احكام هذا الاتفاق على الميدان الجبائي .

الفصل ٧

- 1 - تتمتع الاستثمارات المنجزة من قبل رعايا او شركات احد الطرفين المتعاقددين على تراب او في المنطقة البحرية للطرف المتعاقد الآخر ، بحماية وامن كاملين وشاملين.

٤) تطلق عبارة "عائدات" على المبالغ الناجمة عن استثمار خلال مدة معينة كالمرابح والانتاوات والفوائد.

تتحقق عائدات الاستثمار، وفي حالة إعادة استثمارها، عائداتها، بنفس حماية الاستثمار.

٥) يطبق هذا الاتفاق على تراب كل من الطرفين المتعاقدين وكذلك على المنطقة البحرية لكل من الطرفين المتعاقدين والمعرفة فيما يلي بالمنطقة الاقتصادية والمرف القاري الذين يمتدان إلى ما بعد حدود المياه الإقليمية لكل من الطرفين المتعاقدين والتي يكون لها عليها حقوق سيادة وولاية طبقاً للقانون الدولي.

الفصل II

يقبل ويشجع كل طرف من الطرفين المتعاقدين في إطار تشريعه وأحكام هذا الاتفاق الاستثمارات المنجزة من قبل رعايا وشركات الطرف الآخر على ترابه وفي منطقته البحرية.

الفصل III

يلتزم كل طرف من الطرفين المتعاقدين بتوفير على ترابه وفي مناطقه البحرية، وطبقاً لمبادئ القانون الدولي، معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات رعايا أو شركات الطرف المتعاقد الآخر والعمل على عدم عرقلة ممارسة هذه الحقوق المعترف بها، قانوناً أو فعلاً.

د) حقوق التاليف وحقوق الملكية الصناعية (مثل برامات الاختراع والاجازات والعلامات المسجلة والنماذج والتصاميم الصناعية) والاساليب التقنية والاسما، المسجلة والعملا، .

هـ) حقوق الامتياز المنوحة بموجب قانون او عقد وخاصة الحقوق المتعلقة بالزراعة واستخراج واستغلال والبحث عن الثروات الطبيعية بما في ذلك الثروات الموجودة في المنطقة البحرية التابعة للطرفين المتعاقدين.

مع العلم وان المكاسب المذكورة يجب ان تكون استثمرت او سبقت استثمارها طبقا لتشريع الطرف المتعاقد الذي اجزء الاستثمار على ترابه او في منطقته البحرية .

كل تغيير في شكل استثمار المكاسب لا يأثر على صبغتها الاستثمارية شريطة ان لا يكون هذا التغيير مخالفا لتشريع الطرف المتعاقد الذي اجزء الاستثمار على ترابه او في منطقته البحرية .

2) تطلق عبارة "رعايا" على الاشخاص الطبيعيين الذين لهم جنسية احد الطرفين المتعاقدين .

3) تطلق عبارة "شركات" على كل الاشخاص المعنوبين المكونين على تراب احد الطرفين المتعاقدين طبقا لتشريع هذا الطرف ويوجد به مقرهم الاجتماعي او مراقبين بطريقة مباشرة او غير مباشرة من قبل رعايا احد الطرفين المتعاقدين او من قبل اشخاص معنوية يكون مقرها الاجتماعي بتراب احد الطرفين المتعاقدين والمكونة طبقا لتشريع هذا الطرف .

ان حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية التونسية
المشار اليهما فيما بعد " بالطرفين المتعاقدين " ،

- رغبة منها في توثيق التعاون الاقتصادي بين الدولتين وخلق
ظروف ملائمة للاستثمارات التونسية بفرنسا والفرنسية بتونس ،

- واقتناعاً منها بان تشجيع وحماية هذه الاستثمارات من شأنها
دفع حركة رؤوس الاموال وتحويل التكنولوجيا بين البلدين لمصلحة تسييرهما
الاقتصادية .

اتفقا على الاحكام التالية :

الفصل ١

لتطبيق هذا الاتفاق :

١ - تطلق عبارة "استثمار" على الماسب كالاملاك والحقوق وكل
اصناف الفرائد وخاصة ويدون حصر :

- أ) الاملاك المنقوله والعقارات وكذلك كل الحقوق العينية الاخرى كالرهون
والامتيازات وحقوق الانتفاع والضمادات والحقوق المائلة.
- ب) الاسهم ومنح الاصدار وصيغ اخري للمساهمة في شركات مكونة على
تراب احد الطرفين المتعاقدين حتى لو كانت اقلية او غير مباشرة .
- ج) السنادات والديون وحقوق ناجحة عن اي خدمات ذات قيمة اقتصادية.

اتفاق

**بين حكومة الجمهورية الفرنسية
وحكومة الجمهورية التونسية
للتثبيع والحماية المتبادلة بين الاستثمارات**

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TUNISIA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Tunisia, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Tunisia and for Tunisian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article I

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall apply to assets such as property, rights and interests of any nature and more specifically but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, liens, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, even if minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents of invention, licences, registered trade marks, industrial mock-ups and models), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions to prospect for, cultivate, extract or exploit natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties,

it being understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

No change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "nationals" shall mean natural persons having the nationality of either Contracting Party.

3. The term "companies" shall mean bodies corporate established in the territory of either Contracting Party in accordance with that Party's legislation and having their registered office there, or controlled, directly or indirectly, by nationals of a Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of a Contracting Party and established in accordance with that Party's legislation.

4. The term "income" shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from investment and from any reinvestment of that income shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall apply to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, which is herein defined as the economic zone and the continental shelf which extend beyond the limit of the territorial waters of each of the Contracting Parties and over which they have, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction.

Article II

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article III

Each Contracting Party undertakes to accord, in its territory and maritime zones, fair and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either de jure or de facto.

Article IV

1. Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord:

- To nationals or companies of the other Contracting Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, in particular the management, use, enjoyment and transfer of such investments;

- And to nationals authorized, under the legislation in force in their territory or their maritime zones, to work in connection with an investment;

treatment that is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or the treatment accorded to nationals or companies of the most favoured nation, whichever is more advantageous.

2. Such treatment shall not, however, include privileges which are extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic cooperation.

3. The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article V

1. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any expropriation or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing nationals or companies of the other Party of their investments in its territory or maritime zone, except for reasons of public interest and on condition that such measures are not discriminatory.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which must be equivalent to the real value of the investments in question on the day before that on which the measures were taken or became known to the public.

The amount and manner of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable.

3. Nationals or companies of one Contracting Party who have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

Article VI

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to those nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article I, paragraph 1 (d) and (e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial liquidation or transfer of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article V, paragraphs 2 and 3 above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay, at the normal rate of exchange officially applicable on the date of transfer, upon the comple-

tion of the procedures in force, insofar as such procedures do not adversely affect freedom of transfer.

Article VII

Insofar as the regulations of a Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

Investments made by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only with the prior consent of the latter Party.

Article VIII

Any dispute relating to investments arising between a Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall, as far as possible, be settled amicably between the two parties concerned.

Any such dispute which has not been settled within six months after it arises shall, at the request of either party to the dispute, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Article IX

If either Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that national or company.

Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to prosecute actions instituted before that body until the proceedings are completed.

Article X

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article XI

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Any dispute which has not been settled within six months after it arises shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member, and the two said members shall, by mutual consent, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within three months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, in the absence of any applicable agreement, invite the Secretary-

General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding as of right on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' fees, shall be divided equally between the Parties.

Article XII

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required by it for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

As from its entry into force, this Agreement cancels and supersedes the conventions between the French Republic and the Republic of Tunisia on economic relations and protection of investments, dated 9 August 1963, and on the protection of investments, dated 30 June 1972.

The Agreement is concluded for an initial period of 15 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given by one of the Parties through the diplomatic channel.

Upon the expiry of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 15 years.

DONE at Paris on 20 October 1997, in two originals, each in French and Arabic, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

For the Government of the Republic of Tunisia:
MOHAMMED GHANNOUCHI